



Pour la convergence des mobilisations DGFIP

TOUS en grève le 14 novembre !

Au cours de ces derniers mois, il ne s'est pas passé un jour, sans que de nombreux agents, dans de nombreux services, fassent état de leur malaise et de leur mécontentement face à la dégradation du service public DGFIP, aux menaces contre le réseau de proximité et à la paupérisation de leurs droits et garantie.

Les acteurs du contrôle fiscal n'échapperont pas au bouleversement annoncé.

Malgré un contexte particulier (mise en place de loi ESSOC, mise en application de la loi Fraude, bouleversement de nos méthodes de travail) les agents du contrôle fiscal ont toujours une implication très forte dans la réalisation de leurs missions. Pourtant le gouvernement ne semble pas remarquer le professionnalisme dont nous faisons preuve au quotidien.

À l'occasion du forum annuel de la banque publique d'investissement qui s'est déroulé le 10 octobre dernier, le chef de l'État s'est exprimé devant des centaines d'entrepreneurs.

Il les a encouragés à le citer, pour demander au fisc à bénéficier du droit à l'erreur, pour éviter d'être sanctionné dès le premier manquement « Vous pouvez dire de ma part : quand quelqu'un arrive et pour la première fois vous met la douille, vous dit : je vous mets tout de suite les pénalités plein-pot, vous pourrez lui dire, j'ai vu le président de la République, il nous a dit qu'il y a le droit à l'erreur. S'ils ne sont pas au courant vous m'écrivez ! Et ce sera corrigé ». Propos tenus sous les applaudissements (Article de « Ouest France » du 10 octobre 2019).

Dans notre indispensable et difficile mission, celui qui devrait être notre premier bouclier, nous réduit désormais à des « cow-boys » tout juste bon à coller des « douilles » et qui appliqueraient sans aucune retenue des pénalités injustifiées. Cette communication présidentielle met en cause notre conscience professionnelle et alimente la suspicion à l'égard des acteurs du contrôle fiscal dans l'opinion publique, alors que les relations avec les contribuables sont bonnes au demeurant.

Monsieur le Président,

- les agents de la DGFIP n'emploient pas le vocabulaire que vous leur prêtez et ils font preuve d'un grand respect à l'égard des contribuables !
- ils n'ont pas attendu la loi ESSOC pour tenir compte de la bonne foi d'entreprises ou de particuliers !
- Les pénalités qui sont éventuellement appliquées ne relèvent pas de l'arbitraire ou de l'humeur des vérificateurs, mais de l'application, avec l'aval de toute la hiérarchie, des dispositions du CGI, votées par le parlement, preuve à l'appui et sous le contrôle ultérieur du juge !

Les propos ainsi tenus sont dégradants pour les personnes qui travaillent chaque jour à cette mission, pourtant essentielle au budget de l'État et au respect de l'égalité devant la loi. Ils traduisent le mépris qu'éprouvent envers nous, ceux qui devraient, de par leurs fonctions, nous soutenir et nous défendre.

A cela s'ajoute les nombreuses attaques envers la Fonction Publique en général et la DGFIP en particulier :

- suppressions d'emplois
- réforme des retraites ;
- modifications des règles de gestion, affectation au département, nouveau délai de séjour... ;
- fin annoncées des CAP et des CHSCT, dialogue social d'apparence ;
- contractualisation ;
- externalisation des missions ;
- géographie revisitée et démétropolisation pour lesquelles nous sommes toujours en attente d'informations.

Le 14 novembre doit être un temps fort.

A Paris, sur la dalle de BERCY, démontrons notre volonté d'être tous ensemble pour que nos décideurs prennent conscience qu'il est temps de nous écouter !

Pour nous joindre : - solidairesfinancespubliques.dnvsf@dgfip.finances.gouv.fr
- spaef.cfdt@gmail.com

Site local : - <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/a35/>
- https://finances.cfdt.fr/portail/finance-recette_10944